

Bulletin d'histoire politique

Les femmes en politique québécoise : 1961-2011 Présentation

Josiane Lavallée



Volume 20, numéro 2, hiver 2012

Les femmes en politique québécoise depuis 50 ans

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055939ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055939ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lavallée, J. (2012). Les femmes en politique québécoise : 1961-2011 : présentation. *Bulletin d'histoire politique*, 20(2), 7–9.
<https://doi.org/10.7202/1055939ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Les femmes en politique québécoise : 1961-2011

JOSIANE LAVALLÉE
Historienne

Le 14 décembre 1961, Marie-Claire Kirkland devenait la première femme élue à siéger à l'Assemblée législative du Québec pour la circonscription de Jacques-Cartier, suite au décès de son père Charles-Aimé Kirkland qui était député de ladite circonscription. Cinquante ans plus tard, que de chemin parcouru par ces femmes aujourd'hui députées, ministres et chef de l'opposition officielle tant à Québec, qu'à Montréal. À l'occasion de ce cinquantième anniversaire, nous souhaitons souligner cet événement par un dossier spécial relatant l'histoire et le parcours des femmes en politique québécoise, en particulier celles qui furent élues à l'Assemblée nationale du Québec depuis cinquante ans.

Pour ouvrir ce dossier, nous avons l'honneur d'accueillir le texte de madame Pauline Marois, chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec. Cette grande leader de la politique québécoise a contribué de façon indéniable à l'avancement des femmes en politique au Québec. Éluë pour une première fois en 1981 pour le Parti Québécois, elle a eu une profonde influence sur les politiques gouvernementales par sa présence au sein de tous les cabinets des gouvernements péquistes de 1981 à 1985 et de 1994 à 2003.

On sait qu'il aura fallu 20 ans aux femmes québécoises, après l'obtention du droit de vote en 1940, pour qu'une des leurs fasse son entrée au Salon bleu de l'Assemblée nationale. Pour ce rappel, l'historienne Yolande Cohen fait un retour sur le droit de vote des femmes au Québec avant 1940 en relatant le rôle qu'a joué le Parti libéral et les femmes libérales pour

l'obtention de ce droit démocratique. Elle démontre que Thérèse Casgrain et Idola Saint-Jean ont entretenu ouvertement des liens avec le Parti libéral du Québec dans leurs revendications pour le droit de vote des femmes.

Vingt ans plus tard, en 1961, Marie-Claire Kirkland est élue députée, mais il faudra attendre encore quinze ans, en 1976, pour voir plus d'une femme à l'Assemblée nationale. Dans son texte, Josiane Lavallée présente succinctement les parcours des 51 députées du Parti libéral et des 37 députées du Parti québécois aux élections générales de 1962 à 2008. Elle fait quelques constats d'analyse et démontre certaines différences et similitudes entre la députation libérale et péquiste.

Quant à l'historienne Micheline Dumont, elle nous présente les femmes députées à l'Assemblée nationale sous l'angle de leur rapport au mouvement féministe. Elle démontre que la grande majorité des députées, 75 sur 104, n'inscrivent aucune adhésion à des groupes de femmes ou à des groupes féministes avant leur entrée en politique active, même si quelques-unes reconnaissent leur sensibilité aux causes féminines.

La politologue Manon Tremblay, quant à elle, brosse un portrait de la participation des femmes au conseil des ministres de 1962 à 2010. À partir d'une analyse comparative, elle atteste que les ministres libérales et péquistes ont sensiblement un même profil socio-démographique et que les femmes ministres ne sont pas si différentes de leurs consœurs députées, à part leur diplôme universitaire. Et il ressort de son étude, que les femmes ministres occupent en grande majorité des responsabilités de nature culturelle, sociale ou socio-économique, bien que cette tendance semble diminuer pour les femmes péquistes.

Les trois autres textes des politologues Chantal Maillé, Diane Lamoureux et Charlotte Guay-Dussault se penchent sur la problématique de l'inégalité de représentation politique entre les femmes et les hommes au sein de la députation québécoise. Dans un premier temps, Chantal Maillé analyse les stratégies et interventions de trois groupes de femmes qui travaillent à promouvoir la présence des femmes en politique au Québec. Il s'agit de Femmes, politique et démocratie, Féminisme et démocratie et Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale. Elle tente de démontrer que les actions de ces groupes de femmes, bien que louables, sont malheureusement souvent limitées et elle préconise entre autres la formule des quotas pour augmenter la députation féminine. Par la suite, Diane Lamoureux propose une analyse philosophique du problème de la représentation politique des femmes, tout en montrant qu'une réforme du mode de scrutin pourrait favoriser une plus grande présence des femmes au sein des institutions politiques représentatives. Finalement, Charlotte Guay-Dussault se questionne au sujet des obstacles et des résistances à une égalité politique entre les femmes et les hommes. Elle fait une analyse critique de la politique gouvernementale qui, selon elle, ne

viser pas les bonnes cibles pour atteindre la parité entre les femmes et les hommes dans nos instances politiques. Elle se questionne également au sujet du mouvement des femmes qui vise avant tout à remédier aux carences individuelles des femmes pour augmenter la représentation féminine au niveau politique.

Finalement, l'historien Jocelyn Saint-Pierre relate, dans son texte, l'histoire des femmes journalistes à la Tribune de la presse du Québec depuis cinquante ans. La toute première à faire son entrée à la Tribune fut l'historienne Évelyn Dumas en 1962. Jocelyn Saint-Pierre démontre qu'à l'instar des députées élues à l'Assemblée nationale, le nombre de journalistes parlementaires augmentera très tranquillement au cours de la décennie 1970, et ce pour plusieurs raisons. Encore à ce jour, les femmes ne forment que le quart de l'effectif journalistique de la Tribune de la presse.

En espérant que ce dossier consacré à l'histoire des femmes en politique québécoise depuis 50 ans encourage des jeunes à poursuivre des recherches dans ce sens, afin que ces femmes politiques ne tombent pas dans les oubliettes de l'histoire.